

# Regards sur les Secteurs de l'Industrie, de Construction et du Commerce Extérieur en Algérie

Nassima BOURI

École Supérieure d'Economie d'ORAN

[nassimabouri@rocketmail.com](mailto:nassimabouri@rocketmail.com)

Mohammed Amine BRAHAMI

École Supérieure d'Economie d'ORAN

## Résumé

L'industrie est un instrument puissant de relèvement de la productivité et un facteur incitant fortement la croissance de l'économie nationale. Porteuse d'innovation et de progrès techniques, elle confère une marge d'autonomie à la nation. D'une autre part, l'import-export et le secteur du Bâtiment et travaux publics ont ainsi confirmé leur importance et dynamisme notamment ces dernières années en réalisant des performances considérables. Dans cette perspective, ce travail présente un regard sur la réalité de l'évolution des secteurs, de l'industrie, de construction et du commerce extérieur en Algérie.

Mots clés : industrie, BTP, Commerce extérieur, croissance économique.

## ملخص

الصناعة هي أداة قوية لزيادة الإنتاجية وعامل مشجع بقوة لنمو اقتصاد وطني. كما أنها تعتبر محفزا للابتكار والتقدم التقني ويمكنها أن تمنح درجة من الاستقلالية للأمة. من ناحية أخرى، أكدنا كل من قطاع الاستيراد والتصدير وقطاع المباني والأشغال العمومية على أهميتهم وحيويتهم خاصة في السنوات الأخيرة وذلك بتحقيق نتائج جد معتبرة. في هذا السياق، يقدم هذا العمل نظرة عن واقع تطور قطاعات الصناعة والبناء والتجارة الخارجية في الجزائر.

كلمات مفتاحية: صناعة، قطاع المباني والأشغال العمومية، التجارة الخارجية، النمو الاقتصادي.

## Introduction

Le secteur public est effectivement inscrit dans le processus de privatisation dont la finalité est de relancer la croissance économique et d'atteindre un haut niveau de compétitivité. Effectivement, cet engagement dans le processus de privatisation lui à demander des investissements réalisés sur la base d'alliances stratégiques et opérationnelles, mais aussi, l'adoption d'une stratégie d'insertion dans l'économie mondiale.

Profitant de cette avance, le secteur privé à évoluer et continu de progresser dans le sillage du secteur public. En effet, il a su exploiter le déclin de celui-ci, en investissant dans les filières de production auparavant détenues totalement ou en grande partie par le secteur public. Comme la transformation des céréales, la production de lait et la production de boissons. De même, le créneau importations à était envahi par les investissements privés au rythme de la démonopolisation et des déficits accusés par l'économie nationale en produits (MPMEA, 2004). Dans cette logique, cet article a pour objet de faire un état des lieux des évolutions des secteurs ; de l'industrie, de construction et du commerce extérieur dans les secteurs public et privé. Toutefois, la différenciation dans les analyses des trois secteurs a était adoptée comme démarche méthodologique, vue les particularités des entreprises par secteurs d'activités (Bouri. N, 2012).

### 1. Évolution de la production industrielle en Algérie

#### 1.2. Évolution globale

En Algérie, le secteur industriel a connu un développement considérable et une vitesse importante du taux de croissance pendant la décennie 70 et au début des années 80. Par ailleurs, le taux de croissance a montré une faible performance de ce secteur et de l'économie en générale Pendant les années 90. Selon le ministère de l'industrie et de la restructuration (MIR, 1999<sup>1</sup>), la récession qui a frappé le secteur industriel durant [1989 et 1998] s'est traduite par une régression de 25,8% de l'indice de la production industrielle durant cette période, et une sous utilisation de capacité de production qui s'est stabilisée autour de 30% à 60% selon les unités ainsi qu'une représentation insuffisante de la valeur ajoutée du secteur industriel et enfin une stagnation des exportations des produits industriels.

Par contre, l'année 1998 semble être celle de la reprise car les données du ministère montrent une croissance de l'indice de la production industrielle de 10.50% par rapport aux années antérieures (O.N.S, 1998). Les tableaux suivants présentent l'évolution ainsi que les variations de l'indice annuel de la production industrielle<sup>2</sup> du secteur public national durant la période [1998-2012] :

<sup>1</sup> D'après Miliani. Y, [2005], P 22.

<sup>2</sup> Dans cette optique, il est à signaler que, l'Indice de la Production Industrielle élaboré par l'Office National des Statistiques est un indice de type LASEPEYERS base 100 en 1989 (les coefficients de pondération étant les frais de personnel et amortissements résultant de l'enquête approfondie sur l'industrie en 1989). En effet, l'objectif essentiel d'un tel indicateur

**Tableau (1.) : Évolution annuelle de l'indice de la production industrielle entre [1998-2012]**  
 « Secteur public national » Base 1989=100

Codes Noms	Intitulé Agrégation	1998	1999	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	<b>Indice général</b>	83,8	83,8	85,2	90,1	91,8	92,2	89,9	90,2	91,7
	<b>Indice Hors Hydrocarbures</b>	75,6	75,1	75,0	73,1	76,2	78,9	76,8	78,6	83,0
	<b>Indus. Manufacturières</b>	69,0	67,7	66,8	51,8	52,8	53,6	50,7	50,1	50,1
02	Energie	156,2	167,3	171,3	253,8	273,8	293,4	309,8	335,1	375,7
03	Hydrocarbures	119,2	121,5	129,3	150,6	147,1	139,2	136,3	131,4	122,7
05	Mines et carrières	70,8	68,7	79,6	120,9	132,8	137,3	132,8	120,2	113,5
06	ISMME	51,1	55,4	56,6	55,4	57,6	62,9	55,0	53,2	57,2
07	Mat. Const. Céram. Verre	93,4	91,2	97,1	116,1	114,2	113,1	107,4	104,0	101,4
09	Chimie, Plastiques	93,2	91,6	97,2	67,4	69,1	70,5	63,0	59,5	60,5
10	Agro. Tabacs, Allu.	95,4	93,9	85,5	32,3	34,5	31,3	30,3	36,6	35,9
11	Textile, Bonn. Confection	48,1	39,0	33,4	18,4	18,2	18,4	16,4	13,9	12,1
12	Cuirs et Chaussures	22,4	16,5	15,5	7,4	7,3	6,6	6,2	5,6	6,1
13	Bois, Liège et Papier	45,2	38,8	35,6	23,2	20,4	16,0	18,4	16,2	14,4

Source : ONS, Statistiques économiques N° 149, N° 152, et N° 180, [2008], [2010] et [2012].

**Tableau (2.) : Variations annuelles de la production industrielle entre [1998-2012]**

« Secteur public national » Base 1989=100

Codes Noms	Intitulé Agrégation	1998/ 1997	1999/ 1998	2000/ 1999	2007/ 2006	2008/ 2007	2009/ 2008	2010/ 2009	2011/ 2010	2012/ 2011
	<b>Indice général</b>	7,2	0,0	1,7	0,3	1,9	0,4	-2,5	0,4	1,6
	<b>Indice Hors Hydrocarbures</b>	9,8	-0,7	-0,1	-0,3	4,3	3,5	-2,7	2,4	5,5
	<b>Indus. Manufacturières</b>	9,3	-1,9	-1,3	-3,9	1,9	1,5	-5,4	-1,2	0,0
02	Energie	8,7	7,0	2,4	6,0	7,9	7,2	5,6	8,2	12,1
03	Hydrocarbures	0,8	2,0	6,4	1,4	-2,4	-5,4	-2,1	-3,6	-6,6
05	Mines et carrières	5,4	-3,0	15,9	8,0	9,8	3,4	-3,3	-9,5	-5,6
06	ISMME	13,5	4,4	2,2	-8,9	3,9	9,2	-12,6	-3,3	7,6
07	Mat. Const. Céram. Verre	4,7	-2,3	6,4	2,7	-1,6	-1,0	-5,0	-3,2	-2,5
09	Chimie, Plastiques	16,7	-1,8	6,2	-4,4	2,5	2,0	-10,6	-5,5	1,5
10	Agro. Tabacs, Allu.	14,9	-1,6	-9,0	-2,1	6,8	-9,1	-3,3	21,0	-2,1
11	Textile, Bonn. Confection	-1,1	-19,0	-14,4	-15,0	-1,1	1,2	-10,8	-14,9	-12,9
12	Cuirs et Chaussures	-5,3	-26,4	-6,0	-4,8	-1,2	-10,3	-6,3	-9,4	8,8
13	Bois, Liège et Papier	-4,3	-14,3	-8,2	-6,8	-11,9	-21,4	14,8	-11,8	-11,1

Source : ONS, Statistiques économiques N° 149, N° 152, et N° 180, [2008], [2010] et [2012].

La lecture des tableaux permet d'exploiter nettement l'évolution croissante de l'Indice général de la production industrielle durant la période [1998-2012], passant de 83,8 en 1998, jusque

est de mesurer l'évolution (ou croissance) du volume de production, ce qui explique la prise en compte des quantités physiques par produit industriel, éléments de base du suivi de la production industrielle.

presque 91,7, avec 92,2 en 2009 dont les variations reflètent la même logique notamment entre [2006-2007] et [2007-2008]. Ainsi, après une hausse relativement importante de 2,8% au premier semestre 2008, la production industrielle du secteur public national affiche une décélération du rythme avec un taux de (+ 1,0%) au deuxième semestre de la même année, situant ainsi la croissance de l'année 2008 par rapport à 2007 à (+ 1,9%) et (+0,4%) en 2009.

De même, l'ONS [2010] développe dans son rapport que la tendance à la baisse du rythme de hausse résulte essentiellement d'une chute importante des niveaux de production des hydrocarbures au quatrième trimestre, avec (-7,5%) en 2008. Mais, aussi durant les trois premiers trimestres de l'année 2009, respectivement : -9.9%, -8,7% et -3,6%, situant le taux de croissance de l'année à -5,4% (O.N.S, 2010). Toutefois, après une baisse relativement importante (-2,5%) enregistrée en 2010, l'activité reprend une hausse très légère en 2011, affichant une variation de +0,4%.

Nonobstant la baisse croissante de l'activité industrielle durant toute la période [1998-2008], passant de 69,0% à 52,8%, les industries manufacturières marquent cependant une bonne performance (+1,9 %) en 2008. Effectivement, cette dernière est réalisée malgré une baisse de 2,4% enregistrée au troisième trimestre de la même année, et après des taux de variations négatifs et successives depuis 1999. Ce bon résultat peut être expliqué par une croissance importante des Industries suivantes : Sidérurgiques, Métalliques, Mécaniques, Electriques et Electroniques (ISMME). En effet, (+3,9%) est enregistré comme taux de variation entre [2007-2008], avec une hausse substantielle au quatrième trimestre déclarée par l'ONS, qui arrive à (+27.7%). Les industries agroalimentaires (IAA) enregistrent une croissance positive de (+6,8%) comme taux de variation entre [2007-2008], cependant, elle est suivie d'une baisse de (+9,3%) au quatrième trimestre. La croissance la plus faible est attribuée aux industries chimiques avec un taux de variation durant la même période de (+2,5%), mais, avec une chute de 12,9% au deuxième semestre.

Par ailleurs, les secteurs de l'énergie et des mines et carrières marquent, en effet, une augmentation de leurs niveaux de production en 2008 par rapport à l'année précédente. Ces derniers enregistrent des hausses respectives de (+7,9%), et (9,8%), avec un taux de croissance positif en 2009 de (+1,6%). Cela est accompli, malgré la baisse importante de 5,0% enregistrée au troisième trimestre de la même année. Cette hausse enregistrée entre [2008 et 2009] est expliquée par un progrès important des ISMME soit (+9,2%) avec une hausse substantielle de (+23,7%) au premier semestre, et cependant une baisse de 2,6% au deuxième semestre (O.N.S, 2009), les industries chimiques soit (+2,0%), avec une hausse importante de 17,5% au deuxième semestre, et avec cependant une chute de 9,3% au premier semestre.

À leur tour, les secteurs de l'énergie et des mines et carrières enregistrent des hausses respectives de 7,2% et 3,4%.

L'année 2012 se caractérise par une croissance de 1,6% avec des taux respectifs de +1,4%, +1,2%, +1,0% et +2,9% aux quatre trimestres de l'année. Cette tendance est due essentiellement aux bonnes performances marquées par l'industrie hors hydrocarbures dont la production augmente de 5,5% par rapport à l'année écoulée, connaissant un taux de +2,4%, certes de moindre ampleur mais relativement important (O.N.S, 2012). Plusieurs activités ont contribué à la réalisation de cette croissance positive. Nous pouvons citer la production de l'énergie électrique qui a évolué positivement en inscrivant des taux de plus en plus importants. Enregistrant en 2012 une croissance se situant à 12,1% par rapport à l'année précédente qui a connu une variation de +8,2%, de moindre ampleur, mais tout de même importante.

Entre autre, les industries manufacturières affichent une stagnation de la production et ce, après des baisses constatées en 2010 et 2011 (respectivement -5,4% et -1,2%). Les industries chimiques enregistrent une augmentation de leur production de 1,5% en 2012 par rapport à l'année précédente qui a connu une baisse de 5,5%, néanmoins de moindre ampleur que celle affichée en 2010 (-10,6%). Toutefois, après deux baisses consécutives observées en 2010 et 2011 (respectivement -12,6% et -3,3%), les ISMMEE ont enregistré une forte augmentation de leur production en 2012 (+7,6%) avec des taux plus élevés durant le premier et le troisième trimestre (respectivement +10,0% et +19,6%).

Pour les cuirs et chaussures, ils enregistrent une hausse de la production de 8,8% en 2012. Après, des variations négatives, observées sur plusieurs années (plus précisément depuis l'année 2005) et notamment après une baisse de 9,4% inscrite en 2011. Les industries textiles notent des baisses très importantes, nécessairement avec un taux enregistré en 2012 se situant à (-12,9%). Suivi, des industries des bois, lièges et papiers qui transcrivent une variation négative de (-11,1%) malgré une bonne reprise (+8,3%) observée au quatrième trimestre de l'année. Après un relèvement sensible inscrit en 2011 avec une variation de +21,0%, les industries agro-alimentaires affichent un fléchissement s'inscrivant en une baisse de 2,1% en 2012.

En revanche, et comme le signalait le rapport de l'O.N.S (2012), les hydrocarbures affichent des variations négatives avec des taux plus ou moins importants et ce, depuis l'année 2008. Les quatre trimestres de l'année 2012 se sont caractérisés par des baisses, la plus importante est de (-12,1%) enregistrée au troisième. Les Mines et carrières observent la même tendance sur trois années consécutives. Pour ce secteur, le taux relevé en 2012 se situe à -5,6% avec des baisses importantes au premier et au troisième trimestre (respectivement -11% et -9,4%).

### 1.3. L'évolution de la part de la Valeur Ajoutée par rapport au Chiffre d'Affaires par secteur d'activité

Les tableaux suivants enregistrent l'évolution du chiffre d'affaire ainsi que la part de la Valeur Ajoutée par rapport au Chiffre d'Affaires par secteur d'activité, et cela durant la période [2006-2009] :

**Tableau (3.) : Évolution du Chiffre d'Affaires par secteur d'activité**

**-Secteur Public National-**

Intitulé et agrégation	Chiffre d'affaires en 10*6 DA				Variation en %	
	2006	2007	2008	2009	2008/ 2007	2009/ 2008
Mines et carrières	13 940	16 778	21 711	20 330	29,4	-6,4
ISMME	109 156	105 592	100 123	118 084	-5,2	17,9
Maté. de const. et ver	48 786	55 694	54 519	51 239	-2,1	-6,0
Chimie et pharmacie	28 765	25 221	28 107	28 904	11,4	2,8
Agroalimentaire	72 426	75 451	70 797	79 452	-6,2	12,2
Textiles, bonneterie et confection	9 385	9 647	10 877	13 263	12,8	21,9
Cuir et chaussures	1 832	1 790	2 186	2 137	22,1	-2,2
Bois, liège et papiers	15 605	8 592	10 949	13 873	27,4	26,7
<b>Total</b>	<b>299 895</b>	<b>298 765</b>	<b>299 269</b>	<b>327 282</b>	<b>0,2</b>	<b>9,4</b>

**Source :**

ONS,  
 Statistiques  
 économiques  
 N° 149, N°  
 152, [2010].

**Tableau**

**(4.) :**

**Évolution de la part de le Valeur Ajoutée au Chiffre d'Affaires par secteur d'activité [2006-2009]**

**-Secteur Public National-**

Intitulé et agrégation	VA/CA (En Pourcentage)			
	2006	2007	2008	2009
Mines et carrières	57,25%	59,11%	71,69%	68,49%
ISMME	3,66%	38,59%	57,94%	64,65%
Maté. de const. et ver	60,89%	61,22%	54,35%	60,71%
Chimie et pharmacie	47,31%	47,37%	50,19%	53,25%
Agroalimentaire	34,13%	32%	34,96%	32,71%
Textiles, bonneterie et confection	3,72%	23,61%	20,31%	17,52%
Cuir et chaussures	19,08%	16,92%	15,10%	13,91%
Bois, liège et papiers	60,81%	97,29%	77,16%	60,29%
<b>Total</b>	<b>85,43%</b>	<b>86,72%</b>	<b>97,02%</b>	<b>95,31%</b>

**Source :** Nos calculs à partir des données de l'O.N.S, [2010]<sup>3</sup>

Les tableaux précédents indiquent que le chiffre d'affaires réalisé en 2008 par les entreprises de production des industries manufacturières y compris les mines et carrières (Hors hydrocarbures et énergie) s'élève à près de 299,3 milliards de dinars, soit en hausse de 0,2% par rapport à celui de 2007. Cette évolution positive, est due aux relèvements enregistrés au niveau des mines et carrières, (+29,4%) ; dont la valeur ajoutée créée arrive en 2009 à presque 72% du chiffre d'affaires, et des textiles avec (+12,8%) en enregistrant 30,31% comme la part de la valeur créée dans

<sup>3</sup> (Statistiques Économiques N° 149 et N° 152).

le CA généré, des cuirs et chaussures (+22,1%). Ce qui représente 15%, cependant, une part timide de la valeur ajoutée est opérée dans le chiffres d'affaires généré par le bois liège et le papier (+27,4%). En revanche, les industries dont la part dans la structure reste importante, ont, en effet, enregistré des baisses au niveau de leurs chiffres d'affaires, notamment, les ISMMEE, avec un négatif, soit (-5,2%), l'agroalimentaire ainsi avec soit (-6,2%), et les matériaux de construction avec (-2,1%).

Concernant l'année 2009, le chiffre d'affaires atteint arrive à 327,3 milliards de dinars, soit une hausse de 9,4% par rapport à celui de 2008. De même, la valeur ajoutée créée en 2009 s'inscrit à presque 95,5% du chiffre d'affaires, soit 97% de l'année écoulée. Le progrès relatif à ce dernier, est en effet, exprimé par l'évolution positive marquée au niveau des ISMMEE, soit (+17,9%) dont la valeur ajoutée créée enregistre 64,7% par rapport au chiffre d'affaires. Les industries Agroalimentaires ont aussi évolué positivement avec (+12,2%), [2008-2009], arrivant à 53,3% en 2009 comme une part de la valeur créée dans le chiffre d'affaires généré. D'autre part, les Matériaux de Construction, et les Mines et Carrières ont connu des baisses au niveau du chiffre d'affaires, soit respectivement (-6,0%) et (-6,4%).

Par conséquent, la valeur ajoutée globale est, en effet, passée de 48,5 milliards de dinars en 1989 à près de 515,2 milliards de dinars en 2008. Ainsi, du point de vue du poids, la valeur ajoutée hors hydrocarbures du secteur de l'industrie était de 74% pour le secteur public national, et de 26% pour le secteur privé durant l'année 1989 (ONS, [2010]). En 2008, le secteur public national se retrouve avec une part de 56,4% dans l'ensemble, cédant ainsi une partie non négligeable au secteur privé dont la part est de 43,6%. L'année suivante (2009), la Valeur Ajoutée hors hydrocarbures arrive à près de 573,1 milliards de dinars, ainsi le secteur public national se retrouve avec une part de 54,4% dans l'ensemble, et 45,6% cédant pour le secteur privé.

L'idée pour laquelle, nous pouvons dire qu'un ralentissement du rythme de croissance, de la valeur ajoutée du secteur public national est observé à partir de l'année 1999, avec les caractéristiques suivantes :

- Une part de moins en moins importante dans les industries agroalimentaires passant de 30,7% en 2001 à 15,3% en 2008 arrivant à 13,9% en 2009 ;
- Des baisses relatives de la part de la valeur ajoutée de certains secteurs, tels que celui des matériaux de construction et légèrement celui des textiles en 2008, et en ajoutant ainsi la régression du secteur des industries Agroalimentaire en 2009.

D'autre part, il ya lieu de souligner une participation de plus en plus active du secteur privé dans la formation de la valeur ajoutée sur la même période, notamment, en (2008). Pour les cuirs et chaussures (88,3%), la chimie et Plastique (66,0%), l'industrie textile (84,1%), les Matériaux de Construction (53,5%), le bois et papier (50,4%) et l'agroalimentaire (86,1%). La part de la valeur ajoutée de ce dernier est, en effet, très importante et représente 62,6% en 2007, ainsi 61,9% en 2009.

D'une manière générale, une relative stagnation dans la structure globale de la valeur ajoutée est marquée durant la période (2006-2009). Elle traduit ainsi, un certain nombre de changements dans la structure de l'activité et selon le secteur juridique (ONS, 2010).

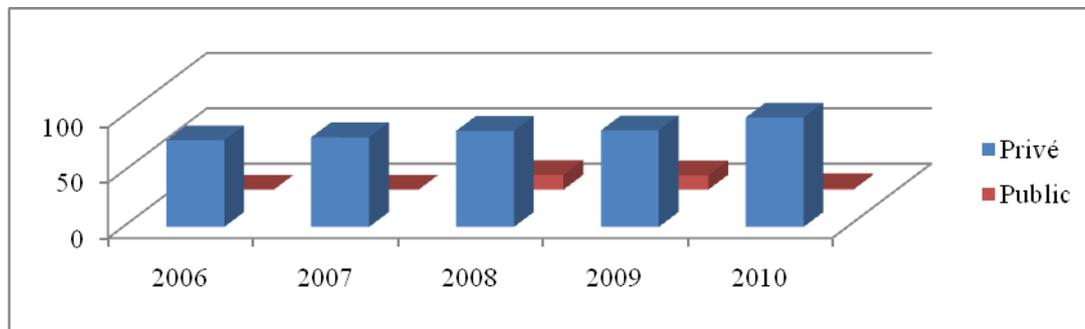
## 2. Évolution du secteur « Bâtiment et Travaux Publics (BTP) »

Le secteur du bâtiment et travaux publics a confirmé son dynamisme en 2005 en réalisant une croissance en volume de 7,1 % après la forte hausse de 8 % enregistrée en 2004. Le niveau élevé des dépenses d'équipement de l'Etat, lié à la réalisation des programmes d'infrastructures et de logements, expliquait cette expansion toujours vigoureuse et la plus élevée de toutes les branches d'activité. Les indicateurs conjoncturels de ce secteur, notamment, la production de ciment et de matériaux de construction confirmaient son rythme élevé de croissance (Banque d'Alger, 2005).

Dans cette optique, il est à signaler que les disponibilités (production et importations) en ciment ont été en hausse de 6,3 % en dépit d'une diminution des importations de ce produit. Il en est de même des matériaux de construction. La livraison de 104900 logements locatifs en 2005, hors auto construction, reflète l'expansion de ce secteur dont l'offre demeurerait insuffisante au regard de la demande solvable. Hors hydrocarbures et avec une proportion constante de près de (18,8 %) dans la valeur ajoutée, le secteur du BTP était le deuxième par sa contribution au produit national, devançant de 5 points le secteur industriel (Banque d'Alger, 2005).

En 2007, ce secteur a été le plus dynamique, en affichant une performance de 9,5 %, inférieure toutefois à celle de 11,6 % enregistrée en 2006. Le secteur a contribué pour plus de 8 % au PIB total. En effet, la construction de logements a été la locomotive du secteur. Dans ce sens, les statistiques affichées indiquent que parmi plus de 320 000 PME privées actives sur le territoire national en 2008, il y en a 147 582 spécialisées dans les services (45,92%) soit (45,98%) à l'année précédente, et 111978 dans BTP (34.52%), soit (34,10%) en 2007. C'est ce qui confirme la prédominance du parc privé, en particulier dans ce secteur en présentant 98,73% de valeur ajoutée créée en 2010, soit presque la totalité de cette activité. En revanche, la participation du parc public reste trop faible, soit 1,27% durant la même année (Figure 1.).

**Figure (1) : Évolution de la valeur ajoutée du secteur « Bâtiment et Travaux Publics (BTP) » par nature juridique [2006 - 2010]**



**Source :** Figure établie à partir des données du Bulletin d'information N° 20 du MIPMEPI, [2011].

En effet, et comme nous l'avons déjà mentionné, " l'engagement de l'Etat dans le programme de 1 million de logement, de l'autoroute est/ouest et plein d'autre projets inscrit dans le BTP, expliquent la progression marquée des PME dans ce secteur " (Chelil. A, Ayad. S.M, 2009), puisque leur nombre est passé de 72 869 en 2004 à 122 238 en 2009 soit un taux d'évolution de 49,39%.

### 3. Évolution du secteur « Commerce extérieur »

L'orientation protectionniste de la période (1965-1988) correspond à la stratégie de développement de l'Algérie, le régime de monopole du commerce extérieur accompagnant la planification centralisée et l'étatisation de l'activité économique. Ainsi, durant la première moitié des années 1980, dans le cadre de « l'enrichissement de la charte nationale », une nouvelle rhétorique s'est développée, appelant à une « modernisation de l'économie » s'appuyant sur des « normes définies mondialement » et obéissant aux « lois universelles de la logique économique » (Brahimi, 1991 ; Henni, 1991).

Effectivement, c'est durant cette période que les réformes affectant le commerce extérieur de l'Algérie constituent un élément important du processus de transformation engagé par le pays. C'est la raison pour laquelle, nous allons présenter dans la partie qui va suivre la situation actuelle des importations et des exportations en Algérie.

#### 3.1. Évolution des importations des produits industriels

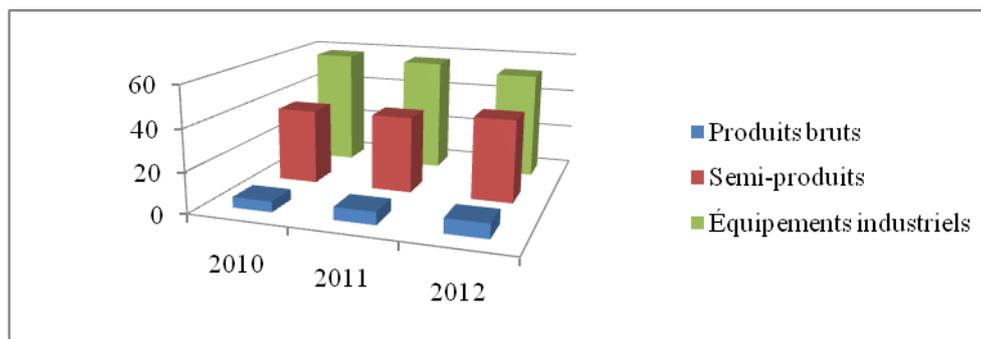
**Tableau (5.) : Variations et structures des importations des produits industriels [2010-2012]**

Libellé	Année 2010		Année 2011		Année 2012		Variation en %		
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	2010/ 2009	2011/ 2010	2012/ 2011
<b>Biens intermédiaires</b>									
<b>Produits bruts</b>	104 839	5,2	129 895	6,2	141 462	7,1	20,2	23,9	8,9
<b>Semi-produits</b>	751 436	37,0	778 557	37,5	804 315	40,4	1,7	3,6	3,3
<b>Biens d'équipements</b>									
<b>Équipements industriels</b>	1 173 906	57,8	1 169 431	56,3	1 043 408	52,5	6,7	-0,4	-10,8
<b>Total</b>	<b>2 030 181</b>	<b>100</b>	<b>2 077 883</b>	<b>100</b>	<b>1 989 185</b>	<b>100</b>	<b>5,4</b>	<b>2,3</b>	<b>-4,3</b>

**Source :** ONS, Statistiques économiques N° 180, [2012].

D'après les déclarations de l'O.N.S (2010), « les biens d'équipements industriels » enregistrent une progression rapide et remarquable passant de 183,2 à 1 092,8 milliards de dinars durant toute la période [1998-2009], et dont la contribution est passée de 53,5 % en 2008 à 56,8 % en 2009, ils occupent le premier rang dans la structure des importations avec une valeur de 1 093 milliards de dinars, soit une hausse de 27,7 % par rapport à l'année 2008. Néanmoins ces dernières poursuivent leur tendance à la baisse en affichant une réduction de près de 11,0% entre 2011 et 2012 avec des montants respectifs de 1169,4 milliards de dinars et 1013,4 milliards de dinars.

**Figure (2.) : structures des importations des produits industriels [2010-2012]**



**Source :** Figure établie à partir du tableau (5.).

Le volume des biens intermédiaires qui s'élève à 830,7 milliards de dinars en 2009, avec un taux d'accroissement de 11,8 %, enregistre cependant une légère baisse de sa part passant de 46,5 % en 2008 à 43,2 % en 2009 (O.N.S, 2010). Il passe de 908,5 milliards de dinars en 2011 à 945,8 milliards de dinars en 2012, soit un taux d'accroissement de (+4,1 %).

Les importations des produits bruts dont la part représente 7,1% en 2012, passent de 129,9 milliards de dinars en 2011 à 141,5 milliards de dinars en 2012, soit une hausse de près de 9,0%. Enfin, la part la plus importante revient aux semi produits dont la structure dépasse les 40,0% en 2012 avec une valeur de 804,3 milliards, marquant ainsi une augmentation de 3,3% par rapport à l'année écoulée qui s'est caractérisée par une valeur de moindre ampleur (778,6 milliards de dinars).

### **3.2. Évolution des exportations des produits industriels**

À l'image des importations, les exportations ont, aussi connu des augmentations successives marquées durant toute la période (1998-2008), avec un total passant de 17 459,0 à 111 822,0 millions de DA comme un total des exportations recensées par le CNIS<sup>4</sup>, dont les semi-produits demeurent

<sup>4</sup>(C.N.I.S) : Le Conseil National de l'Information Statistique.

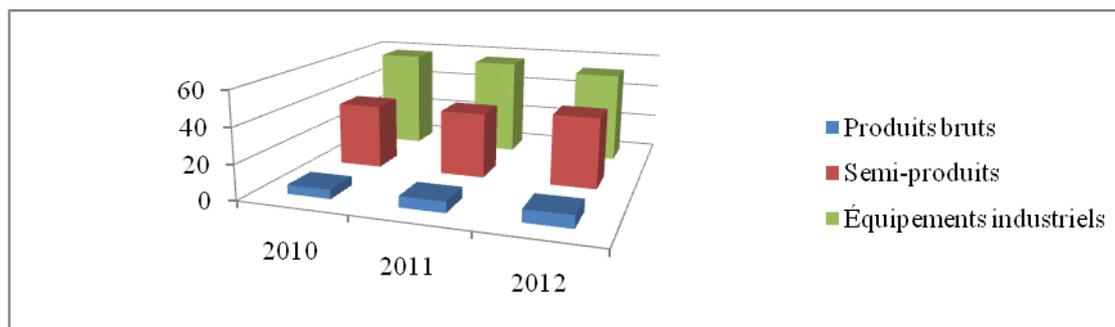
toujours au premier rang, présentant la part la plus importante des exportations, soit 86% en 2000, et 88% en 2001, ainsi 87,5% en 2002.

**Tableau (6.) : Variations et structures des exportations (Hors hydrocarbures) des produits industriels [2010-2012]**

Libellé	Année 2010		Année 2011		Année 2012		Variation en %		
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	2010/ 2009	2011/ 2010	2012/ 2011
<b>Biens intermédiaires</b>									
<b>Produits bruts</b>	6 977	8,0	11 717	9,5	12 950	9,0	-43,3	67,9	10,5
<b>Semi-produits</b>	78 568	89,5	108 994	88,4	128 724	89,4	56,3	38,7	18,1
<b>Biens d'équipements</b>									
<b>Équipements industriels</b>	2 235	2,5	1 169 431	2,1	2 326	1,6	-27,3	14,6	-9,2
<b>Total</b>	<b>87 780</b>	<b>100</b>	<b>123 272</b>	<b>100</b>	<b>144 000</b>	<b>100</b>	<b>33,7</b>	<b>40,6</b>	<b>16,8</b>

**Source :** ONS, Statistiques économiques N° 180, [2012].

**Figure (3.) : Structures des exportations (Hors hydrocarbures) des produits industriels [2010-2012]**



**Source :** Figure établie à partir du tableau (6.).

La valeur de ces dernières passe de près de 109 milliards de dinars en 2011 à plus de 128 milliards de dinars en 2012, soit une croissance de 18,1%. Néanmoins, ce taux est largement en deçà de ceux observés en 2010 et 2011 (respectivement +56,3% et +38,7%). Les exportations des produits industriels (hors hydrocarbures), passent de 123,3 milliards de dinars en 2011 à 144 milliards de dinars en 2012, soit une augmentation de 16,8%. Outre, les équipements industriels dont la valeur des exportations passent de 2,6 milliards de dinars en 2011 à 2,3 milliards de dinars en 2012, accusent une baisse de 9,2%.

Ainsi, les exportations des produits bruts représentent 9,0% dans l'ensemble des produits industriels. Elles passent de 11,7 milliards de dinars en 2011 à près de 13 milliards de dinars en 2012,

soit une hausse de près de 11,0%. Ce taux est modéré comparativement à celui observé en 2011(+67,4%).

## Conclusion

L'industrie est un instrument puissant de relèvement de la productivité et un facteur boostant énergiquement la croissance de l'économie nationale. Porteuse d'innovation et de progrès techniques, elle confère une marge d'autonomie à la nation. Cependant, elle est sujette d'une coalition entre secteur public et privé, facilitant ainsi la réalisation de toute évolution positive. D'une autre part, l'import-export et le secteur du Bâtiment et travaux publics ont confirmé leur importance et dynamisme notamment ces dernières années en réalisant des performances considérables.

A cet égard, il ya lieu de souligner la participation de plus en plus active du secteur des industries manufacturières, et précisément par rapport au parc privé. Cette prédominance et en fait expliquée par ; la formation et l'évolution de la valeur ajoutée pour les cuirs et chaussures, la chimie et Plastique, l'industrie textile, les Matériaux de Construction, le bois et papier et l'agroalimentaire. En effet, la part de la valeur ajoutée de ce dernier a été très importante particulièrement en 2007 et en 2009. D'une manière générale, une relative stagnation dans la structure globale de la valeur ajoutée est marquée durant la période [2006-2009]. Elle traduit ainsi, un certain nombre de changements dans la structure de l'activité et selon le secteur juridique (ONS, 2010). Cette évolution positive est développée, par une dégradation régulière des industries manufacturières, constatée dans le parc public depuis le début des années 90 et laissant place au parc privé. Effectivement, la détérioration est plus sensible dans les industries des textiles, du bois et papier, des cuirs et chaussures et des industries agroalimentaires où l'indice de la production a baissé dans une très forte proportion. Ces secteurs ont perdu entre 65% et 90% de leur capacité de production. En effet, cette situation est due à la cessation d'activité de plusieurs filiales compte tenu de l'état fragile de leur trésorerie et de leur surendettement, ainsi, que la mise en vente d'autres entreprises qui sont peu rentables. En revanche, le parc public a pu enregistrer une croissance positive. Cette dernière, a été surtout portée par les secteurs de l'énergie, des industries extractives et les matériaux de construction dont sa composante principale est le ciment (ONS, 2010).

Le secteur du bâtiment et travaux publics s'est caractérisé par un rythme de croissance élevé expliqué par l'engagement de l'Etat dans la réalisation des projets d'infrastructures, et la construction de logements et plein d'autres et programmes, et cela confirme l'augmentation des agrégats et des indicateurs conjoncturels liés à la réalisation de ces programmes, ainsi le niveau élevé des dépenses d'équipements de l'Etat. Ce secteur a confirmé son dynamisme en 2005 en réalisant une croissance en volume de 7,1 % après la forte hausse de 8 % enregistrée en 2004. Alors, en 2007, il a été le plus

dynamique, en affichant une performance de 9,5 %, et de 11,6 % enregistrée en 2006. En effet, la construction de logements a été la locomotive du secteur, profitant aux deux parcs; privé et public.

Une situation économique globalement satisfaisante s'avèrent être attribuée au secteur du commerce extérieur. Notamment, dans les importations, où la part la plus importante de ces dernières revient aux semi produits dont la structure dépasse les 40,0% en 2012 avec une valeur de 804,3 milliards, marquant ainsi une augmentation de 3,3% par rapport à l'année écoulée qui s'est caractérisée par une valeur de moindre ampleur (778,6 milliards de dinars). Parallèlement aux importations, les exportations ont aussi connu des augmentations successives marquées durant toute la période [1998-2008], déclarées par le CNIS, dont les semi-produits demeurent toujours au premier rang, présentant la part la plus importante des exportations. Les exportations des produits bruts représentent 9,0% dans l'ensemble des produits industriels. Elles passent de 11,7 milliards de dinars en 2011 à près de 13 milliards de dinars en 2012, soit une hausse de près de 11,0%. Ainsi, les exportations des produits bruts représentent 9,0% dans l'ensemble des produits industriels, et passent de 11,7 milliards de dinars en 2011 à près de 13 milliards de dinars en 2012, soit une hausse de près de 11,0%. Ce taux est modéré comparativement à celui observé en 2011(+67,4%).

## Bibliographie

- Abedou Abderrahmane & Bouyacoub Ahmed & Kherbachi Hamid, (2013), «L'entrepreneuriat en Algérie 2011», Global Entrepreneurship Monitor (GEM), GIZ (Allemagne) CREAD (Alger), Janvier, 125 pages.
- Amblard. M. (2007), « Performance financière : vers une relecture critique du résultat comptable », XVIème Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique (AIMS), 6-9 juin, Montréal.
- Bouri. N, (2012), « Compétitivité et mise à niveau des PME : Logique et résultats ? », Mémoire de Magister en Économie et Management.
- Cadieux. L, Raymond. L, et St-Pierre. J, (2012), « Fondateurs, successeurs et repreneurs: Quel impact sur la performance de la PME?», In 10<sup>ème</sup> Congrès International Francophone en Entrepreneuriat et PME, Bordeaux, France.
- Daoud. S, (2013), « Structuration Sectorielle Et Contribution Des Pme Algériennes Au Commerce Extérieur», In Colloque international : « Évaluation des effets des programmes d'investissement publics [2001-2014] et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique » ,11-12 Mars, Sétif, Algérie.
- Elhamma. Azzouz, (2012), « Contrôle de gestion et performance : Cas des PME marocaines», Communication au Colloque internationale « Management des PME et compétitivité territoriale », 22 - 23 Mars, ENCG Fès.

- Henri. Atangana Ondo. & Thierry. Yogo, (2012), « Capital Social et Performances des Entreprises au Cameroun », Rapport de Recherche du FR-CIEA<sup>5</sup> No 24/12 ; Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion -Université de Yaoundé II- Juin, Yaoundé, Cameroun.
- Lakhdari. Hakima, Ayad Atmane, (2010), « L'impact de la crise financière sur l'accord Euro-méditerranéen : Quelles stratégies d'adaptation des PME face au défi du futur, Cas de l'Algérie ? », In VIème colloque international : « Stratégies de développement : Quel chemin parcouru ? Quelles réponses face aux nouvelles contraintes économiques et climatiques ? » Hammamet (Tunisie), 21-23 juin.
- Latruffe. Laure, (2010), « Compétitivité, productivité et efficacité dans les secteurs agricole et agroalimentaire », Éditions OCDE.
- Ministère de l'industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement - ANDPME, (2011), « la nomenclature des dépenses : Les Aides Financières relatives au programme national de mise à niveau », Document interne, P 1-3.
- Ministère de l'Industrie, de la Petite et Moyenne Entreprise et de la Promotion de l'Investissement, (2012), « Bulletin d'information statistique de la PME, N° 21 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 1 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 2 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 4 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 6 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2001), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 8 ».
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2004), « Actes Des Assises Nationales de la PME », Imprimerie Officielle, Alger, Janvier.
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2007), « Commission Européenne, Euro-Développement PME », Rapport final, Décembre.
- Ministère de la PME et de l'Artisanat (MPMEA), (2009), « Bulletin d'information économique, DSIS, N° 16 ».
- Ministère des Participations et la Promotion des Investissements, (2007), « Stratégie et politiques de relance et de développement industriels », Imprimerie Officielle, Alger.
- O.N.S, (2010), « L'activité Industrielle [1998-2008] », Série E : Statistiques économiques, N°152, Alger, Janvier.
- O.N.S, (2010), « L'activité Industrielle [1999-2009] », Série E : Statistiques économiques, N°152, Alger, Octobre.
- O.N.U.D.I, (2002), « Guide méthodologique : restructuration, mise à niveau et compétitivité industrielle », (document a été rédigé par Dhaoui. Mohamed Lamine), Vienne.

---

<sup>5</sup> Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (FR-CIEA).